



**Obtenez votre carte e-ID pour bénéficier des services sociaux de base !**

**e-ID TOGO** | Une identité pour tous

Pré-enregistrez-vous sur : <https://preinscription.anid.gouv.tg>

numéro vert 8000 | anid | WURI

[www.journal-lemedium.com](http://www.journal-lemedium.com)

# LE MEDIUM

**Hebdomadaire d'Informations #**  
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0652 du 13 au 19 Mai 2025 - Prix : 250 F CFA

## POLITIQUE-OPPOSITION :

**CONFERENCE DE L'UNION AFRICAINE SUR LA DETTE :**

**LES CONSTATS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL FAURE E. GNASSINGBÉ** P.3



# Opposition

**VULGARITÉ ET BASSESSE DÉFINISSENT UNE CERTAINE CLASSE** P.3

**Compte Epargne Enfant**  
Parce que demain se prépare aujourd'hui.



**BANK OF AFRICA**  
BMCE GROUP

www.boa.togo.com

**Mégas Kozoooh**  
Pour en faire plus et avoir la possibilité de gagner 200% de bonus et des smartphones

yas.tg #Alèz



**Yas**

250F 250Mo | +100F 375Mo

\*909\*250# 1 jour

**EDITO**  
**Kidnapping, planifiez-vous maintenant ?**

**Qui suis-je ? Un simple citoyen libre dans sa tête, contribuant à l'enrichissement du débat sociopolitique. Tout simplement et à travers ma plume et ma voix.**

Est-ce parce que je ne m'inscris pas votre logique de pensées et de combat politique que je suis devenu un adversaire à abattre ? Un homme à éliminer ? Dois-je aveuglement ou obligatoirement vous suivre dans vos actes et décisions sans pour autant faire intervenir ma jugeote ? N'ai-je pas la liberté de pensée, de choix et d'action ?

Après avoir échoué, par la grâce de Dieu dans vos plans diaboliques de m'éliminer au coin de rues, vous planifiez maintenant une stratégie de kidnapping contre ma personne ? Que vous êtes bien limités et mal barrés.

Je vous le répète, je mourrai de ma propre mort. Pas une mort provoquée en tout cas. Dès ma naissance, je me suis préparé à quitter au temps opportun ce monde qui l'a énormément donné et qui me gave tous les jours. Remerciements et actions de grâce au Dieu Tout Puissant.

A cause de vos ambitions politiques illogiques, vous planifiez sans aucune honte ni morale le kidnapping d'une voix qui ne vous est pas favorable. Tristes et malheureux êtes-vous !

Rassurez-vous ! Moi, mon seul ennemi ou adversaire, c'est la pauvreté. Et mon combat se trouve à ce niveau. Tous les jours.

**Crédo TETTEH**

**BOA-TOGO SE PRÉOCCUPE DE L'AVENIR DES ENFANTS AVEC SON PRODUIT " COMPTE ÉPARGNE ENFANT "**

*La filiale togolaise de Bank LOf Africa (BOA-Togo) ne cesse d'innover et de se préoccuper de ses clients et de leur bien-être. S'inscrivant dans une logique de de préparer l'avenir des enfants, BOA-Togo a mis en place depuis quelques jours un nouveau produit alléchant. Il s'agit du " Compte Épargne Enfant ". Un produit bien pensé et muri révolutionnant qui place l'avenir des tout jeunes comme priorité absolue.*

Outil simple, sécurisé et rentable, le produit " Compte Épargne Enfant " a pour but d'aider notamment les parents ou tuteurs à préparer sereinement l'avenir de leurs enfants. Dédié aux plus jeunes, ce produit d'épargne contractuelle permet spécifiquement aux parents ou tuteurs de constituer progressivement un capital en faveur de leurs enfants pour les accompagner jusqu'à la majorité et ce, avec un apport initial accessible de seulement 20.000 FCFA.

Selon le leadership de BOA-Togo, l'épargne est bloquée sur une durée de 5 ans, renouvelable jusqu'à la veille du 18<sup>e</sup> anniversaire de l'enfant. Bien qu'ouvert au nom de l'enfant, le compte est géré exclusivement par le parent



ou tuteur désigné comme mandataire jusqu'à la majorité. Et à partir de 18 ans, une fois la majorité atteinte, l'enfant devient, d'office, le gestionnaire à part entière de son compte. Lequel, précise-t-on, évoluera alors automatiquement en Livret Jeune.

Produit innovant, " Compte Épargne Enfant " s'avère très avantageux avec un taux d'intérêt annuel qui peut atteindre 4,55%, versé semestriellement, à partir d'un solde de 100 001 FCFA. Mais en dessous de ce seuil, un taux de 3,5% est alors appliqué.

Il faut relever par ailleurs, qu'au terme du contrat, le client peut également bénéficier d'un crédit préférentiel pouvant aller jusqu'à deux fois le montant épargné, sous réserve d'éligibilité.

**Crédo TETTEH**

**FINANCES -UMOA-TITRES :**

**22 milliards FCFA levés par le Togo**

*Le vendredi 9 mai 2025, le Togo a mobilisé une enveloppe de 22 milliards FCFA à l'occasion d'une émission de titres publics sur le marché de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), alors qu'il recherchait 20 milliards.*

représente un peu plus de la moitié de l'objectif annuel, fixé à 332 milliards.

Il faut rappeler que cette disponibilité d'écoute du marché se justifie par l'efficacité des réformes réalisées par le Togo



notamment en ce qui concerne le climat des affaires sous le leadership du Président du Conseil,

Faure Essozimna Gnassingbé.  
**Crédo TETTEH (avec Togofirst.com)**

L'opération réalisée via une double émission de Bons assimilables du Trésor (BAT), a permis à 28 investisseurs de proposer un volume global de 60,3 milliards FCFA, selon les données communiquées par l'agence Umoa-titres. Ce qui correspond à un taux de couverture de 301,51 %, démontrant ainsi un appétit maintenu pour les titres à court terme émis par le pays côtier.

Dans le détail, les BAT à 182 jours ont attiré 31 milliards FCFA de souscriptions, contre 29,2 milliards FCFA pour ceux assortis d'une maturité de 364 jours. Le Trésor public togolais a finalement retenu 7 milliards FCFA sur la première tranche et 15 milliards FCFA sur la seconde.

Avec cette nouvelle mobilisation, le Togo cumule sur le marché régional depuis le début de l'année, 187,5 milliards de francs CFA de ressources. Ce montant

**LE MÉDIUM**  
Médiasociété d'Informations et de Communication

**Récépissé**  
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

**Adresse :**  
23Rue Formatec, Agoè-Cacavéli  
01 BP : 450 Lomé  
Tél : +228 91538081  
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr  
Maison de la Presse, Casier N° 78  
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516  
NIF : 1000480972  
N°CFE : 7966PP2015/2015

**Directeur Général :**  
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH  
**Directeur de la Publication :**  
Ali SAMBA  
**Rédaction :**  
Crédo TETTEH  
Ali SAMBA  
**Infographie :** JPB  
**Crédit Photos:** KEKERE Razak  
**Impression :** Saint Louis  
**Tirage :** 2.500 exemplaires  
**Logistique :** Dodo Abalo (90 97 52 56)

## POLITIQUE-OPPOSITION :

# VULGARITE ET BASSESSE DEFINISSENT UNE CERTAINE CLASSE

Depuis quelques années, la classe politique de l'opposition, une certaine, aurait perdu le nord. A les suivre, l'on dirait en face une série de dessins-animés où la vulgarité et la bassesse ornent l'environnement, l'éthique disparue, les insultes et les coups en bas de ceinture dominant les actions, la méchanceté et la sorcellerie définissant les domaines.

Cette triste réalité ou situation s'est plus révélée avec l'élection de Jean-Lucien Savi de Tové, le samedi 3 mai 2025, comme Président de la République Togolaise pour un mandat de quatre ans, selon la Constitution de la Vème République du 6 Mai 2024.

Par Crédo TETTEH

Au même moment où le choix porté sur l'ancien opposant suscitait une kyrielle de dissertation philosophique, au sein d'une certaine classe d'opposants ayant montré et démontré ses limites criardes, l'heure était à la vulgarité et à la bassesse d'esprit. Ça débâtait dans tous les sens. Sans aucune logique ni retenue. C'était plutôt l'occasion de faire usage de sales mots en politique, non seulement et comme d'habitude envers le parti au pouvoir et ses responsables, mais et surtout envers Dr Jean-Lucien Savi de Tové, un ancien opposant aux mains pures, au cœur sincère et droit dans ses bottes. Un ancien opposant qui avait suscité amour et respect au sein de toute la classe politique togolaise sans exception.

Le Monsieur, bâtisseur dans l'âme, conciliateur et amoureux de sa Patrie, ayant fait ses preuves dans l'opposition au moment où certains gesticulant à son propos aujourd'hui, n'avaient pas encore trouvé de chasuble politique. Ils erraient, tentaient et rêvaient de faire la politique. Oubliant que faire la politique n'est pas synonyme d'animosité morbide, de méchanceté gratuite, de bassesse d'esprit et même encore de vulgarité. Mais plutôt de construction dans les idées, d'ingéniosité, d'intelligence sans souillures, de vision et de mission.

Si sous d'autres cieux, les propos de l'homme politique sont respectés et inspirent les citoyens, au Togo, c'est tout le contraire. Les propos, du moins d'une certaine classe de l'opposition sans boussole, sont répugnants et puants. Des sorties sur la place publique ou médiatiques démontrant les limites d'esprit et trahissant une haine féroce contre un ou des adversaires politiques.

Avec l'élection donc le samedi



3 mai dernier de Dr Jean-Lucien Savi de Tové à la haute fonction de Président de la République Togolaise, plusieurs réactions ont été observées. Des tendres aux pas tendres du tout. Des interrogations aux insultes. Des questionnements aux idioties politiques.

Dans ce registre d'idioties politiques justement, le célèbre Auteur Taha-Hassine FERHAT nous a averti : " Lorsque l'idiotie gagne la politique, le bon sens s'étiole et la raison abdique ". Tout y est. Tout est limpide. Tout est clair comme l'eau de roche. Sinon comment comprendre

qu'un homme politique des temps préhistoriques ou nouveaux -c'est selon- puisse qualifier son prochain et aîné en politique en ces termes : "...Celui-là, il est croulant... ". Lui ne pourrait-il pas atteindre un jour les 86 ans et même le dépasser ? Ou bien encore les circonstances de la vie ne pourront-elles pas l'amener à utiliser une canne un jour pour se déplacer ? Comme ça ne suffisait pas la bêtise humaine, il ajouta avec un sourire moqueur " Il est au bord du précipice ". Fin de la bassesse du siècle et triste image pour l'homme politique de l'opposition auteur de ces propos rabaisants et humiliants, dénués de bon sens et reflétant un état d'esprit limité, qui prétend pourtant diriger un beau jour notre pays, le Togo.

Ne sommes-nous pas d'avis avec toujours Taha-Hassine FERHAT lorsqu'il affirme que " la sagesse de l'homme grandit avec son âge " ? Une citation à double volet dans ce cas de figure. Le premier en couvrant d'opprobre gratuitement et méchamment Dr Jean-Lucien Savi de Tové, l'auteur feint-il que la sagesse grandit en réalité avec l'âge ?

Secundo, en dissertant tou-

jours cette pensée de l'Auteur FERHAT, le propriétaire de la bassesse et de la vulgarité populaire envers le nouveau Président de la République Togolaise, serait-il en train de nous informer que lui avec son âge évoluant fait abstraction à cette citation de Taha-Hassine ? Avec son âge, pas dans la quarantaine, ne grandit-il pas en sagesse avec son âge à l'état civil, cheminant avec les 86 ans de Jean-Lucien Savi de Tové ?

N'est-ce pas ridicule de la part de certaines voix d'une certaine opposition de tenir de tels propos en public, juste pour exprimer un ou des mécontentements ? Ne sont-ils pas en train de s'amuser avec le destin du Togo ? Sont-ils assez ignorants de la réalité politique togolaise ou font-ils exprès juste pour faire du mal oubliant qu'ils se font eux-mêmes un précieux mal ? " La politique se perd dans son intelligence chaque fois qu'elle est passionnée et intéressée " dixit Jacques Nteka Bokolo.

Autrement dit, nos hommes politiques devront savoir raison gardée et donner le bon exemple aux générations actuelles et futures même dans l'emploi du " verbe ".

## CONFERENCE DE L'UNION AFRICAINE SUR LA DETTE :

### Les Constats du Président du Conseil Faure E. Gnassingbé

Depuis hier, les experts de l'économie et des finances publiques de l'Union Africaine se penchent sur la dette publique des pays africains. " L'Agenda africain de gestion de la dette publique : restaurer et préserver la viabilité de la dette ", c'est autour de ce thème que les discussions seront menées pendant les 3 jours de la rencontre de Lomé.

Il faut le savoir, la dette des pays africains est estimée actuellement à 1600 milliards de dollars US, représentant plus de 66% de leur PIB. Le continent est sous perfusion et il faut parer au plus pressé. A l'ouverture du sommet, le Président du Conseil Faure Gnassingbé a relevé que plus de vingt pays africains sont aujourd'hui en situation de détresse ou à haut risque. Il s'est posé une série de questions sur ce qu'est véritablement une dette soutenable, sur ce que signifie la souveraineté financière, et sur les responsabilités partagées - en Afrique et au-delà.

Pour le Président du Conseil du Togo, plus de vingt pays africains sont aujourd'hui en situation de détresse ou à haut risque. Alors même que les besoins de financement des pays sont immenses, urgents et légitimes. " Pourtant, depuis 20 ans, nos États ont fait



Faure Essozimna Gnassingbé lors de son allocution

des efforts considérables. Nous avons engagé des réformes de bonne gouvernance, renforcé nos systèmes de gestion publique, amélioré la transparence budgétaire. Et malgré cela, en 2024, l'Afrique a déboursé plus de 160 milliards de dollars pour le service de sa dette. Soit bien plus que ce qu'elle consacre à ses systèmes de santé ou d'éducation ", a fait observer Faure Gnassingbé.

Pour l'autorité togolaise, les cadres d'analyse de la dette aujourd'hui en vigueur sont largement obsolètes, voire contre-productifs. Il soutient que les indicateurs sont inadaptés, les modèles trop conservateurs, et les critères de soutenabilité tiennent plus de

l'automatisme technique que du bon sens politique. " On ne peut plus continuer à appliquer une telle grille conservatrice quand nos pays sont, en réalité, confrontés à des obligations de transformation urgente. Il faut donc discuter avec les institutions financières internationales des critères qu'elles utilisent ", dit-il, estimant que pour cela, l'Afrique a besoin d'une nouvelle doctrine sur la dette. Une doctrine où l'endettement n'est pas considéré comme un mal en soi, mais comme un outil de transformation, à condition d'être bien utilisé et bien encadré. " Nous ne pouvons plus accepter que nos États soient évalués uniquement à travers la taille de leur déficit, et

sans tenir compte des efforts réalisés pour préparer l'avenir ", a martelé Faure Gnassingbé.

Le dirigeant togolais en appelle alors à une solidarité continentale. Selon lui, une dette isolée, gérée pays par pays, sans vision continentale, conduit à l'impasse. En revanche, une dette organisée, appuyée par des institutions régionales solides, et orientée vers des projets structurants communs, peut devenir un moteur d'intégration et de croissance. C'est pourquoi la question de la dette n'est pas uniquement une question de chiffres. C'est d'abord une question de choix collectifs. Il estime que la vraie solution est politique : c'est la définition d'une stratégie collective. " C'est à nous, Africains, de définir ensemble une doctrine partagée sur la dette, qui nous permette de parler d'une seule voix dans les enceintes internationales. C'est cette voix commune qui pourra contribuer à la réforme de l'architecture financière mondiale ", conseille le Président du Conseil.

Les ministres et experts, devront alors réfléchir, à une position commune de l'Afrique sur la dette qui intègre les différences et les disparités de nos pays, comme l'a prôné le ministre togolais de l'économie et des finances Essowé

Suite à la page 3

Zozo

**MARCHE FINANCIER REGIONAL UMOA-TITRES: LE TOGO A MOBILISE 22 MILLIARDS DE FRANCS CFA**



En quête de 20 milliards de francs CFA via des Bons assimilables du Trésor (BAT), le pays a retenu 22 milliards FCFA, le Trésor public togolais a bouclé, le vendredi dernier, sa première sortie ce mois de mai, sur le marché financier régional. Selon le compte rendu de l'opération, les investisseurs ont proposé 60,3 milliards de FCFA, soit un taux de couverture de 301,51%.

Les Bons assimilables du Trésor (BAT) ont permis au Trésor public de collecter 7 milliards FCFA sur la maturité de 182 jours et 15 milliards sur une maturité de 364 jours, ceci à des taux d'intérêt multiples.

Cette nouvelle sortie réussie, porte à 187,5 milliards FCFA, le total des fonds mobilisés sur le marché financier par le Trésor public togolais depuis le début de l'année.

@macie.tg

**ZLECAF: LES COMMISSIONNAIRES EN DOUANE SE FORMENT SUR LES MECANISMES DE FACILITATION**



Au Togo, une quarantaine de commissionnaires en douane agréés, issus de plusieurs organisations (Uprad, Acad et Convergence), ont pris part le mardi 6 et mercredi 7 mai à une session de formation à Lomé sur les dispositifs clés de l'accord sur la ZLECAF (Zone de Libre-Echange Continentale Africaine).

L'initiative, portée par le ministère en charge du commerce, s'inscrit dans le cadre du programme ProComp, soutenu par la coopération allemande et l'Union européenne (UE). Il s'agissait de doter les participants d'outils pratiques afin qu'ils maîtrisent mieux les procédures liées aux échanges intra-africains. Les travaux ont permis d'approfondir leurs connaissances sur les règles d'origine, les documents commerciaux requis, les concessions tarifaires, ainsi que l'utilisation des codes additionnels propres à la ZLECAF.

Pour rappel, la ZLECAF est un vaste espace de commerce intra-africain, entré en vigueur en 2021 sous l'égide de l'Union africaine. Elle vise à créer un marché unique de plus de 1,3 milliard de consommateurs pour les marchandises et les services.

Source : @Republiquetogolaise.com

**SAVANES : UNE IMPORTANTE QUANTITE DE BOISSONS FRELATEES DETRUITE**

Le gouvernorat de la région des Savanes a procédé le samedi 10 mai à la destruction publique d'une quantité de boissons frelatées, saisies lors d'opérations menées dans plusieurs localités. En tout, 50 fûts et 131 bidons contenant notamment du sodabi et diverses boissons énergisantes non conformes ont été détruits à Dapaong sous la supervision des forces de l'ordre.

L'action s'inscrit dans le cadre des dispositions annoncées il y a quelques semaines par le gouvernorat, dans le but de protéger les populations contre les dangers liés à la consommation de boissons impropres à la santé, souvent produites dans des conditions non réglementées.

Pour rappel, depuis trois ans, la région des Savanes est en état d'urgence sécuritaire. Cette mesure exceptionnelle vise à renforcer la sécurité des populations et à assurer un meilleur encadrement des actions de contrôle sur le territoire.

Source : @Republiquetogolaise.com

**SECURITE ALIMENTAIRE :**

**Les grandes actions déployées au Togo**

**A**u Togo, la sécurité alimentaire est une réalité qui prend forme. À travers une vision stratégique et des réformes structurelles, le pays s'engage résolument à garantir à chaque citoyen un accès suffisant, régulier et sain à l'alimentation.

Inscrite au cœur de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, la sécurité alimentaire constitue l'un des axes majeurs du développement durable poursuivi par l'État. Cette priorité se traduit par des investissements soutenus dans les filières agricoles, la modernisation des techniques de production et la promotion de la transformation locale.

**Des mécanismes d'accompagnement aux producteurs**

Pour soutenir les acteurs du monde rural, le gouvernement renforce chaque année l'accès aux intrants agricoles subventionnés, notamment les semences améliorées, les engrais et les produits phytosanitaires.

Le Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le par-



Une rizière

tage de risques (Mifa) facilite l'accès au crédit. Le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) aussi. À travers son produit Accès des agriculteurs aux services financiers (Agrisef), 36,85 milliards de francs CFA de crédits ont été octroyés à la cible de 2014 au 14 mars 2025.

Ces crédits, s'accompagnant d'un encadrement technique renforcé et de la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles, permettent aux producteurs d'accroître leurs rendements.

Un acteur phare de la sécurité

alimentaire

C'est un titre que le pays n'a pas volé, mais mérité. Comme les années antérieures, en 2025, le Togo s'érige en rempart de la sécurité alimentaire en Afrique. L'État a défini un budget de 19 milliards de francs CFA qui est consacré à ce but, selon la loi de finances 2025. Il s'agit, lorsqu'on les compare, d'une hausse de 46 % par rapport aux 13 milliards de francs CFA de l'année 2024. Plus exactement, le montant représente 36 % du budget du ministère de l'Agriculture qui est établi à 52,6 milliards de francs. Le

président Faure Essozimna Gnassingbé valorise l'autosuffisance alimentaire, d'où la mise en œuvre des projets comme les Zones d'aménagement agricole planifiées (Zaap) pour ne plus dépendre de l'extérieur.

En effet, en choisissant d'avoir des stocks inépuisables, le Togo booste ainsi son économie rurale, réussissant à créer des emplois pour 27 000 producteurs en 2024 via l'Institut de conseil et d'appui technique (ICAT). Depuis des années, en réponse à la vulnérabilité aux aléas climatiques et aux chocs exogènes, le pays a mis en place un système de réserve nationale de sécurité alimentaire, géré par l'Agence nationale de sécurité alimentaire du Togo (Ansaf).

Le dispositif permet d'intervenir en cas de pénurie ou de flambée des prix, en assurant une distribution ciblée de vivres aux populations fragilisées. Et pour garantir une alimentation variée et nutritive, le pays mise sur la diversification des cultures et la valorisation des filières porteuses, telles que le maïs, le riz, le manioc, le soja ou encore le niébé.

**GENRE & DEVELOPPEMENT :**

**Le Togo rend ses femmes plus fortes et résilientes**

**D**ans une société en pleine transformation, le Togo fait le pari audacieux de l'autonomisation des femmes comme moteur de développement. Convaincu que le progrès n'a de sens que s'il est inclusif, l'État déploie une série d'actions visant à renforcer les capacités des femmes, à élargir leurs opportunités et à garantir leur pleine participation à la vie économique, sociale et politique du pays.

Ainsi que le veut le président Faure Gnassingbé, la question du genre n'est plus reléguée au second plan. Elle est intégrée comme une priorité transversale des politiques publiques. À travers des programmes structurants, des lois protectrices et un environnement institutionnel de plus en plus favorable, les femmes togolaises accèdent désormais à des leviers qui leur étaient longtemps inaccessibles ou méconnus.

**De l'appui financier à la formation entrepreneuriale**

Le Fonds national de la finance inclusive (FNFI, 113 milliards de francs de crédits accordés en 10 ans), les autres mécanismes d'accompagnement des femmes entrepreneures, les programmes de renforcement des compétences en zones rurales sont autant de dispositifs conçus pour favoriser l'autonomie économique des femmes et stimuler leur leadership.



Les résultats sont là : des milliers de femmes créent, innove, dirigent et transforment leurs communautés. Sur les près de 15 000 entreprises créées en 2024 au Togo, 4 450 sont portées par les femmes. Une année plus tôt, lorsque le nombre d'entreprises au total était de 15 654, les femmes en portaient la responsabilité de 4 297.

Force féminine engagée

Les projets en faveur des femmes au Togo, il en existe des centaines. Mises au cœur du processus de développement, les femmes profitent des initiatives de lutte contre la pauvreté. Illustration parfaite : en janvier 2025, le programme Force féminine, qui est doté de 7 milliards de francs CFA, a été démarré. Il vise à soutenir 30 000 femmes vulnérables avec des microcrédits et des formations adéquates.

Dans la région maritime par exemple, à Tsévié plus précisément, des femmes formatrices du manioc en gari pour les marchés locaux sont concernées. À Mango (région des Savanes), des coopératives de tissage qui emploient des centaines de mains féminines se frottent les doigts. Le pouvoir d'achat et l'indépendance des bénéficiaires seront renforcés.

En fait, la promotion de la femme togolaise dépasse le cadre économique. Dans les administrations, les collectivités locales, les instances électives ou encore la magistrature, les femmes occupent des postes de responsabilité, affirmant une compétence qui force le respect.

En investissant dans la femme, le Togo investit dans l'avenir, dans la cohésion sociale, dans l'équité et dans la prospérité partagée. Le pays montre ainsi la voie d'un progrès où l'émancipation féminine

rime avec dignité, autonomie et leadership, au bénéfice de la société.

Il faut dire que le Fonds national de la finance inclusive change des vies. Depuis 2014 qu'il a été lancé par le président Faure Gnassingbé sous des acclamations, il fait de l'inclusion financière une réalité à bien des égards.

De 2014 au 14 mars 2025, le FNFI revendique 1,9 million de personnes bénéficiaires de crédits octroyés pour 113,69 milliards de francs CFA, avec un taux de remboursement de 94,1 %. Au cours de cette année 2025, il est prévu par les dirigeants de continuer d'élargir l'impact du FNFI, avec un objectif de 2 millions de bénéficiaires d'ici 2026.

Le mécanisme est salué par la Banque mondiale pour son modèle inclusif. Et pour cause, il arrive à réduire la pauvreté dans les zones rurales, à stimuler l'entrepreneuriat local, avec 120 000 microentreprises créées entre 2014 et 2023.

Au-delà des chiffres, l'inclusion financière, telle que développée au Togo, constitue une arme puissante contre la pauvreté, en permettant aux populations d'investir dans l'éducation, la santé ou l'habitat. Elle favorise également l'autonomisation des femmes, l'entrepreneuriat des jeunes et renforce la résilience des ménages face aux chocs économiques.

## URGENCES SANITAIRES :

# Le SYNPHOT en parle

Le Syndicat National des Praticiens Hospitaliers du Togo (SYNPHOT) a organisé une conférence publique en son siège à Lomé le vendredi 09 mai 2025. Cette rencontre qui a pour objectif de plancher sur la nécessité pour le Togo, de repenser son système de santé et de faire face aux urgences sanitaires s'est déroulée en présence du Colonel-professeur Agbobli, Directeur Général du Centre Hospitalier Sylvanus Olympio, du Dr Gilbert Tsolenyanu Secrétaire Général du SYNPHOT, du professeur Didier Koumavi Ekouevi et les membres du SYNPHOT.

Les organisateurs ont profité de l'occasion de mettre en place une table ronde sur la gestion des urgences. L'initiative fait suite à une réflexion approfondie sur la crise de la COVID-19 et ses enseignements contenus dans l'ouvrage " Au front : regards croisés sur la lutte contre la COVID-19 au Togo

" du Professeur Didier Koumavi Ekouevi, ancien président du Conseil scientifique durant la pandémie Covid 19. Cet ouvrage retrace son expérience et sa vision sur la gestion de la crise sanitaire, dans un contexte où le système de santé togolais a été mis à rude épreuve. " Nous avons voulu rappeler à tous, autorités, praticiens, citoyens, qu'il n'y a pas si longtemps, notre pays a traversé une crise sanitaire majeure à laquelle il n'était pas préparé. Il y a eu beaucoup de dégâts humains, sociaux et économiques. Nous ne devons pas tourner la page sans en tirer les leçons nécessaires ", a déclaré Dr Joël Ametitovi, l'un des responsables du SYNPHOT.

Des pistes de solutions à la problématique d'urgences sanitaires les échanges entre les praticiens hospitaliers ont porté sur la nécessité d'une meilleure anticipation des crises, la formation continue des professionnels de santé, la communication entre les institu-



Dr Ametitovi

tions, et surtout la construction d'un système de santé plus résilient et inclusif. " Aujourd'hui, au Togo, en 2025, 20 ans après, on n'a toujours pas de fonds de garantie automobile. Alors qu'on sait tous que les accidents de la voie publique sont l'une des infections les plus fréquentes au niveau de nos services d'accueil d'urgence. Donc, il y a tous les mécanismes à mettre en place pour payer ces soins. Et il faut que ces soins soient, puissent être, à la limite, " gratuits ", ou bien, dispensés d'abord et recouvrements derrière " a

ajouté Dr Ametitovi.

Le SYNPHOT à travers son Secrétaire Général, Dr Gilbert Tsolenyanu, réaffirme la volonté et l'engagement de contribuer activement à l'amélioration du système de santé au Togo. " En tant que personnel soignant, jamais, nous n'avons été indifférents au problème des urgences dans les hôpitaux " a-t-il affirmé. La dédicace du livre par le professeur Didier Koumavi Ekouevi au membre du SYNPHOT a mis fin à la rencontre.

Dodo ABALO

## CONFERENCE DE L'UNION AFRICAINE SUR LA DETTE :

# Les Constats du Président du Conseil Faure E. Gnassingbé

Suite de la page 3

Barcola. " Les dynamiques de croissance, l'exposition aux chocs exogènes mais aussi les niveaux d'endettement, les conditions de financement, variables d'un pays à l'autre, doivent être prises en compte, dans les analyses et discussions ", a indiqué le grand argentier du gouvernement togolais.

Selon les organisateurs, la Conférence de Lomé devrait faciliter l'échange de connaissances et de pratiques innovantes entre les pays africains, permettant ainsi un apprentissage mutuel des expériences réussies. Ceci permettra à la formulation d'une position commune africaine sur les réformes nécessaires de l'architecture financière mondiale en vue de donner au continent une voix unifiée dans les forums internationaux. On évoque aussi l'élaboration des mécanismes innovants de financement de la dette qui permettront de mobiliser les ressources nécessaires tout en préservant la soutenabilité financière. " Enfin, elle explorera et promouvra les pratiques saines de gestion de la dette qui garantiront la viabilité à long terme des finances publiques africaines ", fait-on savoir.

Selon le programme indicatif de conférence, la journée de ce mardi est consacrée à l'examen du rôle crucial des Parlements dans la supervision de la dette publique, une dimension souvent négligée mais essentielle pour garantir la transparence et la redevabilité. " Les discussions porteront également sur l'amélioration des notations de crédit africaines, un enjeu majeur pour l'accès aux marchés financiers internationaux ", note-t-on.

Il est attendu l'adoption d'une déclaration de Lomé, un document qui incarnera la vision commune africaine sur la gestion de la dette. Il établira les principes directeurs pour une gestion responsable et durable de la dette publique sur le continent. A en croire les organisateurs, cette déclaration inclura éga-

lement une position commune africaine sur la réforme de l'architecture financière mondiale, donnant au continent une voix unifiée dans les négociations internationales. " La conférence produira un ensemble de recommandations détaillées sur les pratiques saines de gestion de la dette publique, adaptées aux

contextes spécifiques des pays africains. Elle proposera également des mécanismes innovants de financement qui permettront aux États de mobiliser les ressources nécessaires à leur développement tout en préservant leur stabilité financière ", indique-t-on.

REPUBLICQUE TOGOLAISE  
Travail-Liberté-Patrie

OTR  
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

COMMISSARIAT GENERAL  
COMMISSARIAT DES IMPOTS  
DIRECTION DU CONTROLE FISCAL

NOTE D'INFORMATION N° 509 2025/OTR/CG/CIDCF

Relative à la prorogation de délai de dépôt des états financiers sur la plateforme électronique du Guichet Unique de Dépôt des Etats Financiers (GUDEF)

Dans le cadre de la généralisation de dépôt des états financiers sur la plateforme du GUDEF et afin de permettre à toutes les entités assujetties au régime du réel de maîtriser le nouvel outil digital de dépôt des états financiers :

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance de tous les contribuables et partenaires que, le délai de dépôt des états financiers initialement fixé au 30 avril 2025 pour les personnes morales autres que les sociétés et compagnies d'assurances et de réassurances, est prorogé exceptionnellement de dix (10) jours, soit jusqu'au 11 mai 2025 et de vingt-et-un (21) jours pour les entités à but non lucratifs (EBNL), soit jusqu'au 22 mai 2025.

Cependant, cette mesure, qui aura pour effet la suspension des pénalités de retard de dépôt des états financiers (pénalités d'assiette), durant la période de report, ne concerne pas les pénalités de déclaration et de paiement du solde de liquidation des impôts dus à la date butoir de dépôt des états financiers pour les entreprises concernées.

A cet effet, il exhorte tous les contribuables et les opérateurs économiques concernés de prendre les dispositions nécessaires pour :

1. créer le compte administrateur de leur entité à partir du lien du GUDEF <https://gudéf.otr.tg> disponible sur le site de l'OTR ;
2. procéder au dépôt de leurs états financiers sur la plateforme du GUDEF.

Le Commissaire Général remercie vivement tous les contribuables et partenaires de l'OTR et compte sur leur aimable compréhension.

Fait à Lomé, le 06 MAI 2025

Le Commissaire Général p.i.  
Philippe Kokou E. TCHODIE

41, rue des Impôts - 02 B.P. 20823 Lomé - TOGO  
Tél. +228 22 53 14 00  
e-mail: otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

## Zozo

CRISE A L'EST DE LA RDC : LE MEDIATEUR DE L'UA, FAURE GNASSINGBE A RECU UNE DELEGATION DU QATAR



Une délégation du Qatar a été reçue, le vendredi 09 mai dernier à Lomé, par Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil et Médiateur désigné de l'Union Africaine (UA) dans la crise qui secoue la région des Grands Lacs. Au menu des échanges, la coopération entre Lomé et Doha, mais aussi la question de paix et sécurité en Afrique, notamment dans la région des Grands Lacs.

Une délégation du Qatar, conduite par le ministre d'Etat aux Affaires étrangères, Dr Mohammed bin Abdulaziz Al Khulafi, était en visite de travail, le vendredi dernier, à Lomé.

Avec le Président du Conseil, Faure Gnassingbé, la délégation a échangé sur plusieurs questions d'intérêt commun, notamment les relations d'amitié et de coopération entre Lomé et Doha, et les moyens de les renforcer davantage.

" Je suis ravi d'être au Togo pour rencontrer Son Excellence le Président avec qui j'ai eu des discussions sur notre coopération bilatérale. Nous sommes vraiment fiers du niveau de coopération entre l'Etat du Qatar et le Togo, et nous souhaitons développer cette relation à un niveau supérieur ", a expliqué, au sortir de l'audience, le chef de la diplomatie qatarie, Dr Mohammed bin Abdulaziz Al Khulafi.

L'autre point abordé lors des échanges, est la question des efforts du Togo dans la consolidation de la paix et de la stabilité en Afrique. Tout en saluant la médiation togolaise dans la crise entre le Kigali et Kinshasa, le ministre d'Etat aux Affaires étrangères du Qatar a réaffirmé la disponibilité de Doha à collaborer avec le Togo dans ses missions diplomatiques en faveur de la paix dans la région des Grands Lacs.

" Nous avons également évoqué nos efforts régionaux en matière de paix et de sécurité. Nous apprécions et saluons le travail que Son Excellence le Président accomplit en tant que médiateur de l'Union africaine dans le conflit entre le Rwanda et la RDC. Nous travaillons en étroite collaboration avec nos frères au Togo, dans une pleine coordination, pour trouver une solution appropriée et faciliter les pourparlers entre les deux parties en conflit, en espérant parvenir à un accord dans les plus brefs délais. Il s'agit d'un dossier très important pour nous et nous souhaitons vraiment renforcer cette collaboration dans tous les aspects, afin d'aboutir à des résultats positifs ", a-t-il souligné.

Notons qu'il y a une semaine, les Nations-Unies avaient exprimé leur soutien au Togo dans sa mission de médiation dans la crise entre le Rwanda et la République Démocratique du Congo (RDC).

Pour rappel, le Qatar est également engagé dans ce dossier de résolution du conflit entre la RDC et le Rwanda. A la mi-mars, les présidents Paul Kagamé et Félix Tshisekedi, étaient à Doha pour une rencontre tripartite visant à rapprocher les points de vue des deux pays frères.

@macie.tg

## IDENTIFICATION BIOMETRIQUE : DEMARRAGE CE MATIN DES ENREGISTREMENTS DE MASSE DANS LA PREFECTURE DU GOLFE

La campagne nationale de recensement biométrique se poursuit au Togo. Après la région des Savanes, le projet e-ID Togo est à l'étape de la région Maritime, précisément dans la préfecture du Golfe. Depuis ce lundi 12 mai, les enregistrements de masse ont démarré dans le Golfe.

Dans un communiqué en date du 8 mai 2025, l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) a annoncé le démarrage, ce lundi 12 mai, de l'opération d'enregistrement de masse dans la préfecture du Golfe.

Cette opération vise à doter le pays d'un registre national fiable et sécurisé, fondé sur des données biométriques et démographiques. Ce projet e-ID Togo est porté par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), en collaboration avec l'Agence nationale d'identification (ANID). Il est appuyé par la Banque mondiale à travers le programme WURI.

Notons que le recensement biométrique est l'un des projets phares de l'exécutif. L'ambition est de garantir à chaque résident togolais, un numéro unique d'identification, devant lui permettre d'accéder à tous les services essentiels.

@macie.tg



# PROMO CORIS MONEY DÈS LE 1<sup>ER</sup> MAI



**PAYEZ VOS  
FACTURES**

**FRAIS DE  
RETRAIT**



**CEET  
CASH  
POWER  
TDE**



Disponible gratuitement sur



CENTRE D'APPEL : 8283

**SIMPLE & COOL**





# Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir  
la possibilité de gagner 200%  
de bonus et des smartphones

**250F**  
**250Mo**

---

**+100F**  
**375Mo**

1 jour  
**\*909\*250#**

5G 4G+ 

yas.tg #Alèz

# Compte Epargne Enfant

Parce que demain se prépare aujourd'hui.



**BANK OF AFRICA**

BMCE GROUP 



[www.boatogo.com](http://www.boatogo.com)